

Déjeuner du Cercle des Réseaux Européens autour de Madame Mechthild Wörsdörfer

Chef d'unité au sein de la DG Energie.

- 29 mai 2012 -

Les membres du Cercle des réseaux européens se sont réunis pour un déjeuner-débat autour de Madame Mechthild Wörsdörfer, Chef d'unité au sein de la DG Energie.

Les thématiques clés évoquées lors de ce déjeuner-débat étaient notamment liées à la réglementation européenne en matière d'énergie, en particulier sur les récentes propositions de La Commission Européenne concernant l'efficacité énergétique.

1. Efficacité énergétique : Etats des lieux

Un accord attendu sous présidence danoise

Mme Wörsdörfer a commencé par rappeler l'actualité institutionnelle autour des récentes propositions européennes sur l'efficacité énergétique. La nouvelle directive relative à l'efficacité énergétique et abrogeant les directives 2004/8/CE et 2006/32/CE est en ce moment en discussion au conseil et au Parlement européen. La Commission européenne espère un accord après le 15 juin, après une série de dialogues (6 sont prévus au total). Le Parlement et la Commission semblent avoir plus d'ambition que les Etats membres, cependant la proposition est fortement soutenu par la présidence danoise, le moment pour avoir un accord semble donc opportun, en tout cas plus probable que sous présidence chypriote.

Des ambitions à géométrie variable

Pour le Parlement et la Commission, il s'agit surtout de maintenir deux propositions qui sont aujourd'hui vivement discuté au conseil : l'article 6 de la directive sur les mécanismes



Mme Mechthild Wörsdörfer, économiste de formation, est actuellement chef d'unité dans l'unité A1 (Politique énergétique et observatoire des marchés de l'électricité, du gaz, du charbon et du pétrole) dans la DG Energie de la Commission européenne. Elle notamment en charge du suivi de la stratégie "Energie 2020", la feuille de route 2050 sur l'énergie, la publication du rapport trimestrielle sur les marchés du gaz et de l'électricité et de la coordination des procédures d'infraction dans la DG.

Avant de rejoindre la DG Energie en 2010, Mme Wörsdörfer a poursuivi une longue carrière au sein de la DG Entreprise et Industrie comme chef de l'unité E4 (Politiques de développement des PME), s'occupant en particulier de la coordination et du développement de la politique pour la croissance et l'emploi dans les PME et de la préparation de la communication sur le « Small business Act » pour l'Europe.

Dans cette même DG, dans la période 2009-2010, elle a également occupé la charge de directeur dans la Direction E pour la promotion de la compétitivité des PME. De 1999 à 2004, elle a également travaillé dans le cabinet du Commissaire Erkki Liikanen, alors responsable du portefeuille entreprise et société de l'information.

Elle a étudié l'économie à l'université d'Heidelberg et à l'université de Montpellier. Elle possède un master d'étude économique européenne de L'université libre de Bruxelles.

d'obligations en matière d'efficacité énergétique et le seuil de 3 % de rénovation par an des bâtiments publics (article 4). Ces deux institutions européennes sont soutenues par la Belgique, le Danemark ou encore la France, bien qu'avec des nuances pour cette dernière. En revanche, le Royaume-Uni, la Pologne et l'Allemagne, due à des problèmes de politique intérieure pour le pays d'outre-rhin, tentent de minimiser la portée de la directive et son ambition. Les demandes d'exemption affluent. L'enjeu de la directive est pourtant de prévoir l'après 2020.

Sur l'agenda en 2012

Mme Wördsdörfer a annoncé les prochains textes en matière d'énergie à être émis par la Commission cette année :

- Une Communication sur les renouvelables, en ligne avec la feuille de route 2050. Elle aura pour propos la manière d'améliorer la situation actuelle sans changer la législation.
- Un paquet législatif sur le nucléaire, suivant les résultats des derniers stress test.

2. Politiques énergétique de l'Union : enjeux et défis

Les membres du Cercle ont sollicité Mme Wördsdörfer sur plusieurs points, à commencer sur la feuille de route 2050, n'est-elle pas trop orientée climat ? Quid du pétrole ? Mme Wördsdörfer a souligné que le but de la feuille de route est de réduire les émissions de CO², elle est donc relativement orientée climat. Cependant la feuille de route a pris en compte plusieurs scénarii basés sur deux facteurs en particulier : l'impact sur la compétitivité et la dépendance énergétique. Les résultats changent bien sur en fonction des hypothèses, mais quoiqu'il arrive le prix de l'électricité est amené à augmenter jusqu'en 2030. Il semble alors évident que les solutions sont à trouver du côté d'une moindre consommation d'énergie, des infrastructures plus modernes et un mix énergétique plus en faveur du renouvelable, et même du gaz jusqu'en 2030 (le gaz présentant un avantage environnementale certain sur le charbon). Concernant le pétrole, Mme Wördsdörfer a rappelé que selon la communication sur le transport, le nombre de voiture électrique va fortement augmenter d'ici 2050.

Le modèle prévisionnel a aussi été discuté, les coûts sur lesquels s'appuient les différents scénarii sont basée sur 2009, cependant le modèle va être révisé, suivant un questionnaire envoyé à chaque Etats-membres. D'ailleurs les coûts évalués par la Commission sont très proches de ceux évalués par l'agence française.

Concernant le coût du carbone sur le marché carbone (ETS), il tourne aujourd'hui autour de 7 à 8 euro, il est beaucoup moins élevé qu'attendu. Les Commissaires Oettinger (Energie) et Heidegaard (Climat) vont travailler ensemble pour trouver une solution au faible niveau des prix sans toucher la régulation ETS. L'idée serait plutôt de regarder le système d'enchère. Cependant certains membres du Cercle ont souligné que les couts bas sont le reflet de la crise actuelle. A-t-on besoin de prix plus élevés ? Car mécaniquement les objectifs de réduction de CO² sont atteints. La Commission n'a pas encore tranché sur son plan d'action sur le sujet.

Mme Wördsdörfer a également annoncé que la Commission allait publier une étude sur le gaz de schiste. Le Parlement européen prépare également un rapport sur le sujet.

Les membres du cercle ont également évoqué plusieurs autres enjeux. Si les infrastructures sont la clé pour développer le renouvelable, voir d'autre source d'énergie, il faut éviter les barrières dans le marché intérieur. Il existe également un sujet sensible lié à l'efficacité énergétique, celui de son financement. Pour Mme Wördsdörfer, ces enjeux ont besoin d'être prise en compte dans une nouvelle stratégie pour 2030.

Interrogée sur les relative bonnes performances de la Chine dans le secteur du renouvelable comparées à l'Europe, Mme Wördsdörfer a rappelé que prêt de 60 % de l'emploi du secteur n'est pas exportable, et que le secteur est en phase de consolidation. Cependant elle reconnaît que la Chine fait bien. Elle a conclu en annonçant que la communication sur le renouvelable devrait être probablement adopté le 6 juin.